

**Plan d'action VBG du Projet d'Urgence de Développement Territorial et de résilience (PUDTR) pour la prévention et réponse des exploitations et abus sexuels pour la période 2021- 2025**

<b>Mesures d'atténuation générales pour l'ensemble des composantes</b>							
<b>Mesures d'atténuation</b>				<b>Responsable</b>	<b>Échéance</b>	<b>Indicateurs</b>	<b>Budget</b>
<ul style="list-style-type: none"> <li>- Recruter un expert en VBG.                             <ul style="list-style-type: none"> <li>o Préparer et finaliser les TDR pour ce recrutement</li> <li>o S'assurer que l'expert en VBG élabore le code de bonne conduite</li> <li>o S'assurer que l'expert en VBG soit formé sur les orientations de la Banque en matière d'évaluation et atténuation les risques EAS/HS</li> </ul> </li> </ul>				Coordonateur	fin mars 2021	Un expert VBG est recruté	PM (intégré dans le budget du projet)
<ul style="list-style-type: none"> <li>- Mener une cartographie des services VBG dans les zones d'intervention du projet                             <ul style="list-style-type: none"> <li>o Cette cartographie sera menée avec l'outil KOBOTOOL dans les 15 communes (10 dans la Boucle du Mouhoun et 5 à l'Est) et en coordination avec les UCP d'autres projets BM qui mènent le même exercice dans les mêmes zones d'intervention.</li> </ul> </li> </ul>				UGP en collaboration avec l'appui de la Direction Géomatique et de l'Observation des Territoires (DGOT)	fin mars 2021	Les services de VBG sont recensés Une analyse des lacunes à combler en terme de disponibilité et qualité des services est disponible	17 000 000
<ul style="list-style-type: none"> <li>- Recruter une ONG spécialisée dans le domaine de la prévention et la lutte contre les VBG qui pourra intervenir dans les zones d'intervention du projet                             <ul style="list-style-type: none"> <li>o Préparer les TDR pour ce recrutement</li> <li>o Mettre en œuvre le plan d'action EAS/HS du projet</li> <li>o Fonctionnement et mise en œuvre des activités</li> </ul> </li> </ul>				Expert en VBG	Fin avril 2021	Une ONG spécialisée en matière de prévention et réponse en VBG est recrutée	275 000 000
<b>Total : Mesures d'atténuation générales pour l'ensemble des composantes</b>							<b>292 000 000</b>
<b>Risques et mesures d'atténuation par composante et sous-composante</b>							
<b>COMPOSANTES</b>	<b>Description des activités</b>	<b>Risques de EAS/HS liés au projet</b>	<b>- Mesures d'atténuation</b>	<b>Responsable<sup>1</sup></b>	<b>Échéance</b>	<b>Indicateur(s)</b>	<b>Budget</b>

<sup>1</sup> Prière de noter qui est le/la responsable pour la mise en œuvre de l'activité et pour le suivi, si les deux responsables sont différents(e)s.



	<p>Réaliser une étude de ciblage des ménages vulnérables dans la zone d'intervention du projet</p> <p>Effectuer des transferts au profit des ménages vulnérables</p> <p>Appuyer le développement des AGR (Renforcement des capacités et octroi de crédit)</p>	<p>transferts sociaux, appui aux AGR</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Risques de harcèlement sexuel liés au manque potentiel de supervision du personnel masculin et féminin</li> <li>- Risque de mauvaise gestion du crédit octroyé</li> <li>- Risques d'abus ou de violences liés aux normes sociales préjudiciables dans les contextes de mise en œuvre du projet qui limitent l'accès des femmes aux ressources financières</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Organiser des sessions de formation/sensibilisation à l'endroit des CT et des leaders d'opinion</li> <li>- Mettre en place un MGP sensible à l'EAS/HS (Procédures spécifiques pour traiter les plaintes liées à l'EAS/HS, le délai et les possibles sanctions.</li> <li>- Identifier les points d'entrée sûrs et accessibles au MGP</li> <li>- Organiser des sessions de renforcement des capacités des acteurs en éducation financière</li> <li>- Mettre en place un mécanisme de rapportage des plaintes liées à l'EAS/HS, y compris les voies accessibles aux communautés ciblées et au personnel du projet.</li> </ul>	<p>Prestataires (mise en œuvre du code) les Conseils de Collectivités et les leaders d'opinion (accompagnement de l'ensemble du processus)</p>	<p>vulnérables dans de l'opération de transferts sociaux</p>	<p>Nombre de transferts monétaire effectuée</p> <p>Nombre de session de renforcement des capacités des acteurs AGR ;</p> <p>Nombre de bénéficiaires de crédit octroyé</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Nombre de plaintes VBG ayant été référées aux services de prise en charge</li> <li>• Délai de réponse apportée aux plaintes, y compris les plaintes de VBG (de manière agrégée)</li> </ul>	<p>30 000 000</p>
	<p><b>Sous-composante 1.3: Protection de la santé sexuelle et reproductive des filles et les femmes et lutte contre les VBG</b></p> <p>Fournir des soins et services de</p>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Risques de EAS/HS de re-traumatisation des victimes de VBG lors des fournitures de soins par un personnel peu formé sur l'approche centrée sur</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Former et faire respecter l'éthique, la confidentialité et la dignité de la victime VBG</li> </ul>	<p>-UCP ( suivi et évaluation) Prestataires (mise en œuvre)</p>	<p>La durée de réalisation de l'activité.</p>	<p>Le nombre de victime de VBG assistées ;</p> <p>Le nombre de sessions de sensibilisation impliquant</p>	

	<p>santé aux victimes des VBG dans la zone du Projet</p> <p>Sensibiliser la population sur les VBG</p> <p>Assurer le suivi des Activités VBG par une ONG</p> <p>Élaborer et mettre en œuvre le plan d'action VBG</p>	<p>les besoins des survivant-es.</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Risque de non adhésion ou de boycotté par les acteurs locaux masculin qui verront en cela une remise en cause de leur autorité</li> <li>- Risque de non maîtrise du suivi des activités VBG par l'ONG pouvant conduire à des tensions sur le terrain</li> <li>- Risque d'omission ou de non mise en œuvre d'action pertinentes</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Impliquer les leaders d'opinion dans le processus de sensibilisation des populations sur les VBG.</li> <li>- Élaborer le plan d'action de manière participative de sorte à prendre en compte toute les sensibilités liées à la thématique</li> <li>- Assurer un suivi de la mise en œuvre du PA/VBG produits</li> </ul>	<p>les Conseils de Collectivités (accompagnement de l'ensemble du processus)</p>		<p>les leaders d'opinion organisées ; Le plan d'action disponible/élaboré ;</p> <p>Le bilan de suivi disponible</p>	<p>PM (intégré dans le budget du projet)</p> <p>PM (intégré dans le budget du projet)</p>
<b>Total composante 1</b>							<b>85 000 000</b>
<p><b>COMPOSANTE 2 : AMELIORATION DE LA CONNECTIVITE PHYSIQUE ET VIRTUELLE ET LA RESILIENCE URBAINE</b></p>	<p><b>Sous composante 2.1: Améliorer la connectivité physique et virtuelle</b></p> <p>Construction et équipement de l'ensemble des gares routières ,</p>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Risques d'exploitation, abus et harcèlement sexuels liés aux activités sur les chantiers en raison de</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Signature des codes de bonne conduite</li> <li>- Former le personnel du projet (employés, ouvriers) et les autorités</li> </ul>	<p>ONG, UCP et les Conseils de Collectivités</p>	<p>La durée de réalisation de l'activité.</p>	<p>Nombre de codes de bonne conduite signés</p> <p>Nombre de session de formation sur le code de bonne conduite ;</p>	<p>15 000 000</p>

	<p>des maisons de jeunes et des centres de formations planifiés dans le cadre du projet</p> <p>Réalisation et/ou Réhabilitation des pistes rurales, des dalots, des ouvrages de franchissements</p>	<p>la main d'œuvre importante</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Risque de forte affluence de travailleurs pouvant accroître la demande de travail de sexe, augmenter le risque de traite des femmes à des fins de travail de sexe – ou le risque de mariage précoce</li> </ul>	<p>locales sur les risques encourus à EAS/HS, les codes de bonne conduite et le MGP</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Mettre en place un dispositif de suivi et résolution des plaintes</li> <li>- Former le personnel du projet (employés, ouvriers) et les autorités locales sur les risques encourus à EAS/HS, les codes de bonne conduite et le MGP ;</li> <li>- Sensibiliser la population bénéficiaire sur les risques EAS/HS ;</li> <li>- Mettre en place un dispositif de suivi et résolution des plaintes</li> </ul>	<p>ONG, UCP et les Conseils de Collectivités</p>	<p>La durée de réalisation de l'activité</p>	<p>Nombre de dispositif de suivi et résolution des plaintes disponible. Nombre de session de formation sur le code de bonne conduite ; Nombre de dispositif de suivi et résolution des plaintes disponible</p>	<p>15 000 000</p>
	<p><b>La construction et le bitumage de la route d'accès</b></p>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Risques d'exploitation, abus et harcèlement sexuels liés aux activités sur les chantiers de bitumage de la voie d'accès à Bagré en raison d'un grand flux d'ouvriers</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Former le personnel des entreprises (employés, ouvriers), le personnel de Bagré pôle et les autorités locales sur les risques encourus à EAS/HS, les codes de bonne conduite et le MGP</li> <li>- Mettre en place des comités dans les villages</li> </ul>	<p>Entreprises, Bagré pôle et les conseils de collectivités Missions de contrôle</p>	<p>La durée de réalisation de l'activité.</p>	<p>Nombre de session de formation du personnel des entreprises, de Bagré pôle, les comités sur le code de bonne conduite ; Nombre de comité mis en place et fonctionnel Dispositif de suivi et résolution des plaintes disponible.</p>	<p>10 000 000</p>

	<b>au pôle de croissance de Bagré</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Risque de forte affluence de travailleurs pouvant accroître la demande de travail de sexe, augmenter le risque de traite des femmes à des fins de travail de sexe – ou le risque de mariage précoce</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- tout au long de la route à bitumer</li> </ul>				1 500 000
			<ul style="list-style-type: none"> <li>- Mettre en place un dispositif de suivi et résolution des plaintes</li> </ul>				2 000 000
			<ul style="list-style-type: none"> <li>- Sensibiliser la population bénéficiaire sur les risques EAS/HS et sur le MGP (points d'entrée, fonctionnement) ;</li> </ul>				
			<ul style="list-style-type: none"> <li>- Mettre en place un dispositif de suivi et résolution des plaintes</li> </ul>				
			<ul style="list-style-type: none"> <li>- Distribuer des kits de dignité adaptés aux réalités socioculturelles de la zone sont distribués aux populations touchées afin de réduire leur vulnérabilité et de mettre en contact les femmes et les filles avec les services ;</li> </ul>			Nombre de kits distribués	4 000 000
		<ul style="list-style-type: none"> <li>- Réaliser des campagnes d'information et de sensibilisation au profit des employés et des communautés riveraines aux chantiers sur les VBG/EAS/HS ;</li> </ul>					25 500 000
		<ul style="list-style-type: none"> <li>- Assurer la prise en charge médicale des survivant(e)s des VBG (femmes, filles, garçons et hommes) à travers les services de santé de la</li> </ul>				Nombre de campagne de sensibilisation et d'information réalisées	7 500 000

			<p>zone, et en particulier des services de gestion clinique des victimes de viol.</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Enregistrer et traiter les plaintes relatives aux allégations de VBG/EAS/HS par l'ONG chargée de la prise en compte de ces types de plainte à travers son MGP</li> </ul>			<p>Nombre de personnes prise en charge (femmes, filles, garçons et hommes) dans la zone du projet</p> <p>Nombre de plaintes relatives aux allégations de VBG/EAS/HS traitées</p>	10 000 000
	<p><b>Sous composante 2.2: Résilience des villes secondaires</b></p> <p>Réhabiliter et/ou construction des voiries en mode THIMO</p>	<p>-</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Risques de EAS/HS liés à une insuffisance d'encadrement et de supervision de la population pouvant entraîner une dépravation des mœurs.</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Sensibiliser les populations bénéficiaires sur les droits et devoirs dans la mise en œuvre des THIMO.</li> <li>- Sensibiliser les autorités religieuses et coutumières locales</li> <li>- Former les acteurs impliqués dans la mise en œuvre du projet responsables</li> </ul>	ONG, UCP et les Conseils de Collectivités	La durée de réalisation de l'activité.	<p>Nombre de session de formation sur le code de bonne conduite ;</p> <p>Dispositif de suivi et résolution des plaintes disponible</p>	<p>20 000 000</p> <p>15 000 000</p>
<b>Total composante 2</b>							<b>125 500 000</b>
<p><b>Composante 3: Relance économique commentaire et autonomisation</b></p>	<p><b>Sous-Compôsante3.1: Soutenir la résilience des ménages</b></p> <p>Doter les bénéficiaires</p>	<p>-</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Risques EAS/HS en raison des influences</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Former les bénéficiaires de kits d'autonomisation sur leurs droits et devoirs ;</li> </ul>	Prestataires, UCP, les Conseils de Collectivités et les	La durée de réalisation de l'activité	<p>Nombre de session de sensibilisation/formation sur les droits et devoirs ;</p> <p>Nombre de session de sensibilisation/formation</p>	20 000 000

	formés de kits d'autonomisation	ou chantages éventuels du personnel chargé de doter les bénéficiaires en kits	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Organiser des formations et sensibilisations sur les VBG (EAS/HS) au profit des filles adolescentes, les filles mères, les femmes chefs de ménage, les femmes déplacées, les femmes des villages d'accueils, les garçons vivant dans la rue ou sans abri, etc.</li> <li>- Sensibiliser sur le MGP (points d'entrée, fonctionnement)</li> </ul>	responsables VBG local		sur les VBG au profit des filles adolescentes, les filles mères, les femmes chefs de ménage, les femmes déplacées, les des villages d'accueils, les garçons vivant dans la rue ou sans abri, etc.	25 000 000
	<p><b>Sous-Composante 3.2: Construction et réhabilitation des infrastructures productives marchandes (BTP, HIMO)</b></p> <p>Construire (des aires d'abattages, des marchés à bétail, des Halls, des boucheries, marches, des boutiques de rues....)</p> <p>Réaliser de (unité de transformation et commercialisation PFNL, des sites maraichers, des</p>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Risque de forte affluence de travailleurs pouvant accroître la demande de travail de sexe, augmenter le risque de traite des femmes à des fins de travail de sexe – ou le risque de mariage précoce</li> <li>- Risques d'exploitation et abus sexuels liés aux activités sur les chantiers en raison de la main d'œuvre importante</li> <li>- Risque EAS/HS car les femmes craignant d'être exclues peuvent se voir demandé des contreparties dans l'attribution des infrastructures</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Former le personnel du projet (employés, ouvriers) et les autorités locales sur les risques encourus à EAS/HS, les codes de bonne conduite et le MGP ;</li> <li>- Sensibiliser la population bénéficiaire sur les risques EAS/HS ;</li> <li>- Mettre en place un dispositif de suivi et résolution des plaintes ;</li> <li>- Sensibiliser et impliquer les leaders d'opinion dans le processus de</li> </ul>	Prestataires, UCP, les conseils de collectivités et les leaders d'opinion	La durée de réalisation de l'activité	<p>Nombre de session de formation sur le code de bonne conduite ;</p> <p>Dispositif de suivi et résolution des plaintes disponible ;</p> <p>Nombre de types de leaders impliqués.</p>	<p>PM (intégré dans le budget du projet)</p> <p>PM (intégré dans le budget du projet)</p> <p>PM (intégré dans le budget du projet)</p>

	magasins de stockages, de basfonds, de laiterie, des unités de transformation aliments pour bétail)	marchandes/unité de transformation ,	réalisation et d'attribution des infrastructures				
<b>Total composante 3</b>							<b>45 000 000</b>
<b>COMPOSANTE 4: APPUI OPERATIONNEL</b>	<p><b>Sous-Composantes 4.1: Engagement citoyen et renforcement de la présence de l'Etat</b></p> <p>Appuyer les communes bénéficiaires à l'élaboration de leurs Plans de développement</p> <p>Financer l'équipement des conditions de travail des Services décentralisé et déconcentrés et renforcer la présence de l'Administration dans les zones fragiles</p>	<p>- Faible prise en compte des besoins spécifiques des femmes lors du processus d'élaboration des plans en raison des discriminations liées au sexe</p> <p>- Risques de détournement.</p> <p>- Risque de non adhésion du public cible qui peut entraîner des représailles pour</p>	<p>- Organiser les consultations communautaires (focus groupe) avec les bénéficiaires féminins dans des conditions sûres et confidentielles sur l'impact potentiel du projet et de ses activités et les risques y associés</p> <p>- Impliquer les faitières des organisations de la société civile (OSC) féminines dans le processus d'acquisition des équipements</p> <p>- Sensibiliser les leaders d'opinions des</p>	<p>Prestataires, UCP, les conseils de collectivités, faitières des femmes</p> <p>Prestataires, UCP, les conseils de collectivités, faitières des femmes</p> <p>Prestataires, UCP, les conseils de collectivités, faitières des femmes</p> <p>UCP, prestataires, CT, autorités</p>	<p>La durée de réalisation de l'activité</p> <p>La durée de réalisation de l'activité</p> <p>La durée de réalisation de l'activité</p>	<p>Nombre de session de formation genre sensible au cours du processus d'élaboration du PLD.</p> <p>Nombre d'OSC faitières impliquées</p> <p>Nombre de leaders d'opinion sensibilisés par Collectivité Territoriale</p> <p>Nombre de séance de sensibilisation par commune ; Nombre de participants par commune.</p>	<p>15 000 000</p> <p>7 500 000</p> <p>15 000 000</p>

	<p>Financer l'organisation d'espace de dialogue pour promouvoir la cohésion sociale et prévenir l'extrémisme et la radicalisation</p> <p>Mettre en place des systèmes de suivi des conflits et d'alerte précoce</p> <p>Soutenir les communes dans la mise en place de mécanisme adéquat de gestion des infrastructures publiques financées par le Projet</p> <p>Renforcer les capacités des comités communaux de gestion des griefs et des plaintes</p>	<p>les bénéficiaires surtout les femmes et les jeunes filles</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Risque de représailles sur les bénéficiaires féminins en raison de non adhésion des hommes au système de suivi des conflits</li> <li>- Risque d'exclusion ou de non implication des bénéficiaires féminin dans la mise en place des mécanismes de gestion</li> </ul> <p>Risque de non implication des femmes et des jeunes filles dans le comité de gestion des plaintes</p>	<p>communautés ciblées par le projet sur le droit de la femme et des jeunes filles</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Sensibiliser les leaders d'opinions et les hommes sur l'importance d'associer les femmes au système de gestion des conflits</li> <li>- Impliquer les OSC de femmes dans le processus de la réalisation des infrastructures et dans les instances de gestion</li> <li>- Impliquer les faitières des organisations de la société civile (OSC) féminines dans la gestion des plaintes et des griefs</li> </ul>	<p>coutumières et religieuses</p> <p>CT, UCP, autorités coutumières et religieuses</p> <p>CT, UCP, autorités coutumières, religieuses et OSC féminines</p>	<p>La durée de réalisation de l'activité</p> <p>La durée de réalisation de l'activité</p>	<p>Nombre de dispositif de gestion des infrastructures disponibles.</p> <p>Nombre de femme et de jeunes filles dans les comités communaux mis en place ;</p>	<p>15 000 000</p> <p>7 500 000</p> <p>7 500 000</p>
<b>Total composante 4</b>							<b>67 500 000</b>
<b>TOTAL GLOBAL</b>							<b>615000000</b>

